

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

Marseille, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSERVERIES PROVENÇALES CABANON

Route de Piolenc
84850 Camaret-sur-Aigues

Références : D-0076-2024
Code AIOT : 0006401238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement CONSERVERIES PROVENÇALES CABANON, implanté Chemin de Piolenc, 84850 Camaret-sur-Aigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSERVERIES PROVENÇALES CABANON
- Chemin de Piolenc, 84850 Camaret-sur-Aigues
- Code AIOT : 0006401238
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Conserveries Provençales « Cabanon » exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de préparations salées, à base de tomates et de légumes (ketchup, sauces cuisinées), sur la commune de Camaret-sur-Aigues (84). Les activités exercées sont autorisées par arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 16/03/2017, article 1, alinéa 7, et du 03/03/2021, article 1 et l'arrêté préfectoral du 05/08/2022 rendant redevable d'une astreinte administrative la société SAS CONSERVERIES PROVENÇALES « CABANON » située sur le territoire de la commune de Camaret-sur-Aigues.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Murs coupe feu	AP instituant une astreinte administrative du 05/08/2022, article 1	Demande d'actions correctrices et de justificatifs	1 mois
2	Entrepôt	AP instituant une astreinte administrative du 05/08/2022, article 1	Liquidation partielle d'astreinte	-
3	Dossier de porter-à-connaissance	AP instituant une astreinte administrative du 05/08/2022, article 1	Demande d'actions correctrices	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées constate que les suites données aux dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 16/03/2017, article 1, alinéa 7, et du 03/03/2021, article 1, alinéas 2 et 3 ne sont à ce jour pas entièrement satisfaisantes.

En application des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 05/08/2022 rendant redevable d'une astreinte administrative la société CONSERVERIES PROVENÇALES « CABANON », l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de liquider partiellement le montant de l'astreinte pour la période du 09/08/2022 au 05/12/2023, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Entrepôt** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/03/2021 article : 1 - alinéa 3 et l'AP d'astreinte administrative du 05/08/2022, article 1

Pour les autres dispositions contrôlées et rappelées ci-après, l'Inspection ne propose pas de sanctions administratives à ce stade, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés (mur coupe-feu) et des engagements pris par l'exploitant (devis signé « bon pour commande » pour le dossier de porter-à-connaissance) :

- **Dossier de porter-à-connaissance** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/03/2021 article : 1 - alinéa 2. et l'AP d'astreinte administrative du 05/08/2022, article 1
- **Murs coupe feu** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/03/2017 article : 1 - alinéa 7. et l'AP d'astreinte administrative du 05/08/2022, article 1

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Murs coupe feu

Référence réglementaire : AP instituant une astreinte administrative du 05/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives incendie
Prescription contrôlée : La société SAS CONSERVERIES PROVENÇALES « CABANON », dont le siège social est situé Chemin de Piolenc, 84 850 Camaret/Aigues, exploitant à la même adresse une usine de fabrication de préparations salées (type ketchup, sauces cuisinées), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 860 euros jusqu'à satisfaction des dispositions du 7e alinéa (point 4) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16 mars 2017. Le détail du montant de l'astreinte est stipulé ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• Mise en conformité n°1, relative au respect du 7e alinéa (point 4) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16 mars 2017 : astreinte journalière de 100 €. <i>AP de mise en demeure du 16/03/2017 – article 1 alinéa 7 : "La société SAS CONSERVERIES PROVENÇALES « CABANON » dont le siège social est situé Chemin de Piolenc, 84 850 Camaret/Aigues, est mise en demeure de respecter :</i> [...] <i>dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>de l'article 7.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du n°2013-0005 du 25 mars 2013 (tenue au feu des cellules de stockage Est et Ouest), [...] »</i>
Constats : Pour rappel, lors de la dernière visite d'inspection le 21/10/2021, l'Inspection avait constaté que : <ul style="list-style-type: none">• l'ensemble des portes coupes-feu des deux cellules de stockage n'étaient pas opérationnelles, notamment celle entre la cellule de stockage et la zone chambre froide / cuisines ;• la paroi en panneaux sandwichs, réputée coupe-feu 2 heures selon l'exploitant, mise en place entre la cellule de stockage Est et la zone chambre froide / cuisines, était endommagée à plusieurs endroits et l'étanchéité au droit des murs porteurs et de la toiture méritait d'être justifiée. Le 05/12/2023, l'Inspection constate que la paroi en panneaux sandwichs a été déposée et remplacée par une paroi en parpaings, avec dépassement en toiture d'un mètre (dépassement non vérifié sur site ; l'exploitant a transmis à l'Inspection des photos par courriel du 12/12/2023). Une porte deux vantaux, maintenue fermée à clé, a été installée sur cette paroi. L'exploitant a remis en séance à l'Inspection le certificat d'essai de la porte : celui-ci indique un classement de résistance au feu d'une heure. Compte tenu du classement de résistance au feu d'une heure de la porte, la paroi nouvellement construite entre la cellule de stockage Est et la zone chambre froide / cuisines ne peut être considérée coupe-feu 2 heures. L'exploitant s'est engagé à le remplacer dans les meilleurs délais ; il indique avoir demandé un devis pour son remplacement. <u>Le devis signé bon pour commande sera adressé à l'Inspection sous un mois.</u> Conformément aux dispositions du point 6 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel (AM) du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, la nouvelle porte devra être pourvue d'un dispositif assurant sa fermeture automatique en cas d'incendie. <u>L'exploitant justifiera, sous 1 mois :</u> <ul style="list-style-type: none">• <u>la résistance et la tenue au feu du mur nouvellement construit</u>, notamment au regard des éléments de structures métalliques qui le composent (poutrelles verticales) ou le traversent (poutres horizontales de la charpente). <i>NB : dans le cas où le constructeur n'est pas en capacité d'apporter les éléments justificatifs, l'exploitant pourra se rapprocher d'un bureau d'études structures compétent ;</i>• <u>le respect des dispositions du point 6 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 en ce qui concerne la bande de protection de part et d'autre des parois séparatives</u> (« la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1 »).

<p>Concernant les portes coupe-feu, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter le compte-rendu de la dernière visite de vérification périodique. Ce compte rendu n'a pu être présenté à l'Inspection en séance. L'exploitant a transmis ce dernier par courriel du 12/12/2023. La dernière vérification des portes coupe-feu a été réalisée le 30/01/2023 ; l'organisme en charge de la vérification indique qu'aucune anomalie technique n'a été constatée, sauf sur deux portes qui doivent être réglées.</p> <p>Par courriel du 15/12/2023, l'exploitant précise qu'il s'agit des portes PCF N° 1 et PCF N° 2 et que le problème est résolu, sans autre justificatif. La prochaine vérification est prévue courant janvier 2024.</p> <p>Par courriel du 29/02/2024, l'exploitant a adressé à l'Inspection le compte-rendu de la vérification des portes coupe-feu réalisée par la société SNPI. Ce compte-rendu fait état des portes vérifiées sans préciser si celles-ci sont opérationnelles. D'autre part, l'Inspection note également que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le compte-rendu ne comporte pas la date de la vérification, ni aucune signature ; - la colonne "emplacement des portes" n'est pas totalement renseignée ; - pour la porte n°2, il est indiqué en observations "BATTERIE", sans préciser si cette dernière est défectueuse ou a été remplacée ; - la porte n°9 n'a pas été contrôlée, sans préciser la raison. <p>L'exploitant adressera, sous un mois, à l'Inspection le compte-rendu de la vérification complété suivant les remarques susvisées, et précisant pour chaque porte son caractère opérationnel ou non.</p> <p>Au regard des travaux réalisés, l'Inspection ne propose pas de sanctions à ce stade. L'exploitant adressera, au plus tard sous un mois, les documents et justificatifs susmentionnés (en gras dans le texte).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives et de justificatifs
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Entrepôt

Référence réglementaire : AP instituant une astreinte administrative du 05/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits combustibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS CONSERVERIES PROVENCALES « CABANON » dont le siège social est situé Chemin de Piolenc, 84 850 Camaret/Aigues., exploitant à la même adresse une usine de fabrication de préparations salées (type ketchup, sauces cuisinées), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 860 euros jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 03/03/2021. Le détail du montant de l'astreinte est stipulé ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en conformité n°1, relative au respect du 3e alinéa (point 2) de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 03 mars 2021 : : astreinte journalière de 660 €. <p><i>AP de mise en demeure du 03/03/2021, article 1 - alinéa 3 : La société SAS CONSERVERIES PROVENCALES « CABANON » dont le siège social est situé Chemin de Piolenc, 84 850 Camaret/Aigues, est mise en demeure :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté du 25 mars 2013 et à cet effet de supprimer tout stockage de produits combustibles relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE dans les zones affectées initialement aux activités de production et non au stockage de produits combustibles.</i>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant entrepose toujours des produits combustibles en dehors des deux cellules de stockage classées 1510 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des palettes de préformes PET dans la partie nord de la halle est ; • des palettes de bouteilles PET dans la partie sud de la halle est ; • des palettes de cartons dans la halle « produits de négoce » ; • des palettes de produits finis en conserves dans la halle « produits de négoce » ;

- des palettes de produits finis en bocaux de verre et bouteilles PET dans la halle sud de fabrication.

Par courriel du 12/12/2023, l'exploitant indique que le jour de l'inspection, il disposait en stock de 478 800 uvc de préformes et 576 000 bouteilles soufflées, pour une quantité moyenne de bouteilles utilisées en production par jour de 96 000. Par conséquent, la quantité de préformes et de bouteilles soufflées entreposées est supérieure à deux jours de production. Au regard des dispositions du guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, version 2, février 2023), les palettes de préformes et de bouteilles soufflées ne peuvent être considérées comme des encours de production ; elles sont donc considérées comme du stockage de produits combustibles relevant de la rubrique 1510.

Les palettes de produits finis en conserves, au nombre de 382 selon l'exploitant, entreposées dans la halle « produits de négoce » ne peuvent être considérées comme des encours de production car ces dernières ne sont pas produites sur place ; elles sont donc considérées comme du stockage de produits combustibles relevant de la rubrique 1510. L'exploitant indique que ces dernières sont réputées non-combustibles d'après des essais réalisés sur un même type de palettes par l'INERIS.

L'exploitant doit en apporter la justification (rapport d'essai, type de palettes testées, comparaisons aux palettes entreposées sur site).

S'agissant des palettes de produits finis en bocaux ou bouteilles PET entreposées dans la halle Sud de fabrication, l'exploitant n'a pas transmis, dans son courriel du 12/12/2023, l'inventaire des palettes et le volume moyen correspondant à une journée de production.

En conclusion, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/03/2017, article 1 - alinéa 3, ne sont pas respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte

N° 3 : Dossier de porter-à-connaissance

Référence réglementaire : AP instituant une astreinte administrative du 05/08/2022, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

La société SAS CONSERVERIES PROVENCALES « CABANON » dont le siège social est situé Chemin de Piolenc, 84 850 Camaret/Aigues., exploitant à la même adresse une usine de fabrication de préparations salées (type ketchup, sauces cuisinées), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 860 euros jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 03/03/2021. Le détail du montant de l'astreinte est stipulé ci-dessous :

- Mise en conformité n°1, relative au respect du 2e alinéa (point 1) de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 03 mars 2021 : astreinte journalière de 100 € .

Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

AP de Mise en Demeure du 03/03/2021, article 1 - alinéa 2 : La société SAS CONSERVERIES PROVENCALES « CABANON » dont le siège social est situé Chemin de Piolenc, 84 850 Camaret/Aigues, est mise en demeure :

- de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mai 2019 et à cet effet de fournir le dossier de porter à connaissance faisant état des modifications apportées et prévues au site.

Constats :

En séance, l'exploitant remet à l'Inspection un exemplaire du rapport APAVE, réf. A534671552.1, version 2 de mars 2023, intitulé "Détermination du classement ICPE du site Le Cabanon".

Les éléments présentés dans le rapport montrent principalement :

- une baisse de la capacité sous les rubriques associées à l'activité de production de produits alimentaires d'origine végétale (rubrique 2220) et animale (rubrique 2221), et aux utilités associées, notamment celles visées par les rubriques 2910 - combustion et 2921 - refroidissement ;
- suite aux évolutions de l'établissement et de la nomenclature ICPE, la rubrique 1510 - entrepôt passe du régime de la déclaration à celui de l'enregistrement (dans son rapport de mars 2023, le bureau d'étude APAVE indique que l'inventaire qu'il a réalisé des produits combustibles montre que le bâtiment principal, d'une surface de 20 330 m³, constitue une unique installation de stockage couverte au sens de la rubrique 1510, ce qui entraîne un passage de régime de la déclaration (volume d'entrepôt de 32 000 m³ acté dans l'AP du 25/03/2013) à celui de l'enregistrement (volume actuel d'entrepôt de 162 640 m³) ;
- l'activité de transformation de polymères, couvrant le soufflage de bouteille pré-formes en PET et le housage rétractable des palettes, constitue une nouvelle activité classée sous le régime de la déclaration sous la rubrique 2661-1 ;
- certaines activités ont été supprimées : la distribution de gaz pour les chariots, le stockage de liquides inflammables.

En conclusion de son rapport, le bureau d'étude indique qu'un dossier de porter-à-connaissance est nécessaire pour décrire les modifications des installations depuis la dernière procédure complète d'autorisation, et pour évaluer les évolutions associées en termes de danger et d'impacts. Le dossier de porter-à-connaissance doit également justifier de la conformité des installations aux prescriptions des arrêtés ministériels applicables (en particulier celui relatif à la rubrique 1510 - entrepôts).

L'exploitant indique à l'Inspection que le dit-dossier de porter-à-connaissance n'a pas été réalisé.

Les prescriptions susvisées de l'arrêté de mise en demeure du 03/03/2021 ne sont toujours pas satisfaites : le rapport transmis en séance ne constitue qu'une description des évolutions du tableau de nomenclature des activités ICPE ; aucun élément d'évaluation des impacts environnementaux et des dangers induits par ces évolutions n'est apporté dans ce rapport.

L'exploitant s'est engagé à produire le porter-à-connaissance dans les meilleurs délais ; il indique en séance avoir demandé un devis à son prestataire.

Par courriel du 29/02/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le devis de la société APAVE, signé pour commande, d'un montant de 15 810 € HT, correspondant à l'élaboration du dossier de porter-à-connaissance. Un délai de quatre mois est annoncé par le bureau d'étude pour la remise du dossier.

Compte-tenu de cet engagement, l'Inspection ne propose pas de sanctions à ce stade. L'exploitant adressera, au plus tard sous quatre mois, le dossier de porter-à-connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 1 mois